



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 12 février 2018

Unifions nos colères !

#BalanceTonHosto

Après les minables 50 millions d'euros annoncés par la ministre pour les EHPAD (ce qui représente à peine la création de 0,3 emploi par EHPAD !) la colère des personnels ne retombe pas. Après la journée nationale de grève bien réussie du 30 janvier, une nouvelle est appelée pour le 15 mars. Même le président de la Fédération Hospitalière de France (les directeurs d'hôpitaux) prévient que « l'hôpital est à l'os », en burn-out. D'ailleurs le hashtag #BalanceTonHosto fait un tabac.

Les grèves se multiplient à Toulouse, Lyon, Amiens et ailleurs. Des hospitaliers ont rejoint les manifestants des EHPAD le 30 janvier : dans tout le secteur de la santé, le personnel n'en peut plus et exige des embauches. Le premier ministre doit présenter ce mardi 13 février un « plan de transformation de l'offre de soins ». Mais qu'attendre d'un gouvernement qui augmente de 1,7 milliard d'euros par an le budget de l'armée en précisant que cet argent sera pris sur d'autres budgets de l'État ?

#BalanceTonPatron

Les plans de licenciements chez Pimkie, Carrefour ou ailleurs ne passent pas. Après les agents de nettoyage d'ONET dans les gares du Nord de Paris, ce sont les femmes de chambre et les plongeurs de l'hôtel Holiday Inn de Clichy qui ont gagné leur lutte. Chez Air France l'ensemble des syndicats appellent à la grève le 22 février sur les salaires...

#BalanceTonMinistre

Les profs des lycées et des universités refusent de faire le sale boulot de sélection des bacheliers qu'on leur propose avec le logiciel Parcoursup.

Leur colère rejoint bien sûr celle des étudiants et des lycéens qui depuis le 1^{er} février ont commencé à se mobiliser contre ces réformes (Lycée, Bac, Université) dont le seul but est de faire des économies en fermant encore plus les portes du supérieur aux élèves des couches populaires.

Salariés du public, du privé, usagers, tous attaqués

Le gouvernement s'en prend à tous les services publics. Ainsi dans l'Aisne, en Thiérache, le seul service public qui reste est un camping-car passant une fois par mois dans chaque village d'une communauté de communes ! Mais cette désertification touche aussi bien des zones rurales que des quartiers populaires.

Sous prétexte de rentabilité, on regroupe, on ferme des hôpitaux, des écoles, des bureaux de poste, des trésoreries, des antennes de la CAF... La création de sites internet sert de prétexte pour fermer les accueils. Et dans ce climat le gouvernement a lancé le 1^{er} février une attaque sans précédent contre les fonctionnaires : hormis l'armée et la police, les budgets vont fondre : l'objectif est de supprimer 120 000 fonctionnaires d'ici 2022 et de généraliser l'emploi de contractuels, qui sont déjà 940 000, eux qui n'ont même pas les droits des salariés du privé et sont jetables à la première occasion. Il s'en prend également aux maigres protections offertes par le statut de fonctionnaire, entre autres par le projet d'un « plan de départs volontaires », c'est-à-dire de plans de licenciements déguisés, comme dans le privé. Les dirigeants des syndicats de fonctionnaires, choqués de ne pas avoir été consultés avant l'annonce du gouvernement, ont protesté sur la méthode, mais la plupart vont quand même participer au « dialogue social » avec lui. Et l'appel à la grève par 7 des 9 fédérations de fonctionnaires n'est que pour le 22 mars...

Le choc en retour, comme en 68 ?

Macron se prend pour le DRH du trust France et distribue des milliards à ses riches actionnaires sous forme de déduction d'impôts. Il avance au pas de charge... appliquant la « stratégie du choc ».

Mais attention au choc en retour : aux salariés et aux jeunes de passer du mécontentement général à la riposte générale, comme il y a 50 ans, en mai 68.

Les bronzés font des mails

Grâce à la direction, on a eu le droit à une avalanche de mails sur la neige et le verglas. Petit problème : si elle a poussé les salariés dont le métier le permet à faire du télétravail, elle n'a pas dit un mot pour ceux qui travaillent sur des moyens d'essais.

Dans ce genre de situation, la direction devrait clairement dire qu'aucun de nous ne doit risquer d'avoir un accident et tous nous dispenser de venir travailler. Et ce devrait être la même chose que l'on travaille chez Renault ou chez un prestataire.

Chez Renault aussi, on se bat pour l'héritage...

D'après la presse, il y aurait des « *remous au sommet chez Renault* » pour succéder à C. Ghosn. Un des directeurs aurait démissionné, tout comme un membre du conseil d'administration, par ailleurs ancien PDG de Total. Ghosn compterait finalement rester PDG et nommer T. Bolloré comme n°2 pour le préparer à prendre sa suite. C'est vrai que 7 millions d'euros de salaire annuel, ça aiguise les appétits.

On aurait tout intérêt à reprendre le chemin des mobilisations pour remplacer cette lutte des places (bien confortables visiblement) par la lutte des classes.

Perdre la roue

Des roues de voiture se sont desserrées sur le site d'Aubevoye. Bien que la cause ne soit pas connue, la direction a déjà la réponse : elle répète qu'il faut un « *Serrage systématique au couple de tous les écrous de roues, l'ensemble des vis de train AV et AR à la clé dynamométrique ...* ». Merci du conseil, mais ce type d'outil se fait de plus en plus rare sur le site, et toute commande d'outillage met au moins 2 mois à être livrée en ce moment.

À force de mettre la pression et de morceler les tâches, la direction ne nous donne même plus les moyens de faire les vérifications élémentaires. Mais quand il y a un problème, c'est toujours de la faute des salariés. Il n'y a décidément pas que les roues qui ne tournent pas rond...

Garde-à-vous, inspection !

Depuis plusieurs semaines, des chefs et le service « conditions de travail » s'activent au L26 pour que tout paraisse nickel dans l'atelier. Des problèmes de sécurité ? Non, plutôt la visite annoncée du directeur de la nouvelle direction Hygiène, Sécurité et Environnement.

Au lieu de payer un dirlo des dizaines de milliers d'euros par mois, Renault ferait mieux de nous donner les moyens de travailler sereinement, sans nous demander l'impossible chaque semaine. Ce n'est que comme ça que notre sécurité au travail pourra être réellement assurée.

Mini krach boursier : quand la hausse des salaires fait paniquer les financiers

La semaine dernière, les bourses se sont affolées dans le monde entier, créant un début de krach boursier. La cause de ce coup de panique ? L'augmentation des salaires aux États-Unis s'est avérée plus forte que prévu ! De quoi donner des sueur froides à des spéculateurs qui craignent le retour de l'inflation et la fin des prêts à taux d'intérêt très faibles qui leur servent à boursicoter.

Quand les salaires montent, les financiers s'inquiètent de gagner moins d'argent. Faire transpirer des bourgeois : une raison de plus de revendiquer 300€ de plus par mois pour tous !

Pause-café glacée

Plusieurs lieux de pause ne sont plus chauffés depuis une semaine. Même pas moyen de prendre un café tranquille pour se réchauffer.

Si la direction pense que ça va nous pousser à ne pas faire de pause, elle est complètement givrée.

Retour à l'envoyeur

D'après le journal « Médiapart », le parquet de Nanterre a rendu un réquisitoire fin janvier considérant l'utilisation intensive de la sous-traitance comme relevant du « *prêt de main-d'œuvre illicite et du délit de marchandage* ». Deux syndicats avaient porté plainte au TGI de Paris mais ce serait la mort accidentelle d'un livreur qui en serait à l'origine. Il s'était noyé en tentant de récupérer un colis tombé dans la Seine. Il travaillait depuis deux jours pour un sous-traitant de La Poste qui ne l'avait pas déclaré, sous prétexte qu'il ne s'agissait que d'une « *formation* ». Dans cette agence de La Poste, 80% des livraisons de colis étaient sous-traitées.

Les grands groupes comme La Poste ou Renault sous-traitent leurs sales coups à des entreprises prestataires et essaient de passer ensuite pour des entreprises vertueuses. Il est grand temps que leurs gros mensonges soient dévoilés.

De l'argent pour la santé, pas pour l'armée !

La loi de programmation militaire prévoit un budget de 295 milliards d'euros pour la période 2019-2025. Un jackpot historique : une pluie d'argent va rentrer dans les coffres de Dassault et des autres marchands de mort via les commandes d'armement. Avec sa belle armée toute neuve, l'impérialisme français va pouvoir renforcer ses opérations extérieures aux quatre coins du monde.

Cette politique guerrière, ce sera à nous d'en payer le prix : Macron veut supprimer 120 000 postes de fonctionnaires (profs, infirmières...), réduit les allocations chômage, les indemnités de licenciement et les aides aux plus pauvres.

Et ils nous rabâchent encore qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses...